

COMMUNIQUE



ARC FRANCE, REPRISE EN COURS : PAS DE CHEQUE EN BLANC DES GARANTIES ECRITES POUR L'EMPLOI ET L'OUTIL !

ARC FRANCE traverse une de ces heures où l'on voudrait nous faire croire que tout se joue loin de nous, dans des dossiers et des cabinets. On nous parle de « reprise », de « projet », de « restructuration ». Mais ce qui est en jeu n'a rien d'abstrait : c'est le travail, les vies, les droits.

Deux chemins se dessinent.

L'un va vite, très vite, sûr de ses papiers et de son calendrier. Il rassure parce qu'il est prêt. Mais la vitesse n'a jamais été une garantie : **quand ça va vite, c'est souvent qu'on veut passer avant que les salarié·es aient le temps de comprendre, de questionner, de refuser.**

L'autre chemin parle davantage d'industrie et de relance. Il se présente comme une promesse d'avenir. Mais une promesse n'est pas une protection. Une intention n'est pas un engagement. Nous avons trop vu, ici comme ailleurs, des discours se dissoudre dès que les signatures sont faites.

La CGT le dit simplement : **notre boussole, c'est l'emploi et les droits.** Nous ne sommes pas une ligne de coût, ni une variable d'ajustement. Si l'on veut reprendre ARC FRANCE, alors on reprend aussi ce qui fait ARC FRANCE : ses salarié·es, leurs savoir-faire, leur santé, leur sécurité, et leurs droits.

Nous refusons que la “reprise” soit le nom poli de la casse sociale : suppressions, sous-effectifs, pression accrue, externalisations, flexibilités imposées. **Nous refusons de payer la reprise de notre sueur et de nos concessions.**

Nous exigeons des garanties, pas des phrases : des engagements écrits, contrôlables, opposables. Des garanties sur l'emploi, sur les salaires, sur les primes, sur l'ancienneté, sur les accords. Des garanties sur l'outil : production, maintenance, formation, sécurité. Et de la transparence : qui décide, qui finance, où va l'argent.

Pas de garanties, pas d'adhésion : la CGT restera au front.